

Société

DES HUSSARDS NOIRS DE LA RÉPUBLIQUE À LA CHRONIQUE DES BRIDGERTON

Renaud Large, Ruben Rabinovitch

18/09/2021

Les concepts de « woke » et de « cancel culture » sont apparus avec intensité dans le débat public ces derniers mois. Deux experts – Ruben Rabinovitch, psychanalyste, et Renaud Large, communicant – évaluent dans cette note engagée l’impact de ces phénomènes et les arguments à leur opposer.

Le coup de foudre de l’indigne et de l’indigné

Orgueilleuse de sa honte, ragaillardie de sa repentance, érotisée par ses mortifications, la société occidentale empoigne sa mauvaise conscience comme un nouveau sceptre. Sénile, elle traque fiévreusement toutes les vilenies de son passé comme de son présent parce que culpabiliser, pour elle, c’est faire une bonne action. Reconnaissons que les ambassadeurs auto-désignés des « minorités » lui rendent la tâche facile, eux qui guettent grâce à Twitter humiliations, oppressions et dominations, comme naguère les sourciers l’eau souterraine à l’aide de leur baguette. Entre l’indigne et l’indigné, c’est un match parfait. Mieux qu’un couple, le vieux pénitent qui ne jouit que par l’auto-punition et le jeune minoritaire aux tendances paranoïaques forment une folie à deux. Haine de soi et volonté d’impuissance des « dominants », ressentiment et *libido dominandi* des « dominés » : les minorités intransigeantes font régner la loi du plus faible sur la majorité indifférente. Cet assaut a été rendu possible par l’entrée de deux chevaux de Troie dans la cité républicaine, ceux de la *cancel culture* et de la culture *woke*.

Ah ça ira, ça ira, ça ira ! L’altérité à la lanterne !

La logique de la *cancel culture* comme la logique de la pensée *woke* cherchent à saper la rencontre avec l’altérité, qui révèle à l’homme sa finitude et constitue le mortier à partir duquel se bâtit la civilisation. L’autre être humain, analysait Emmanuel Lévinas, n’est pas seulement un *alter ego*,

mais un *ego alter*, pas seulement un autre moi-même, mais ce que moi je ne suis pas.

Les réunions non mixtes, racisées, interdites aux « Blancs », etc. illustrent à la fois l'exclusion de ceux qui ne pourraient pas comprendre parce qu'ils ne sont pas les mêmes, pas identiques, comme elles dépersonnalisent et anonymisent les participants eux-mêmes en les privant de toute subjectivité authentique : non seulement des personnes de couleurs de peau ou d'orientations sexuelles différentes ne peuvent se comprendre, mais des personnes de couleurs de peau ou d'orientations sexuelles similaires se comprendraient nécessairement entre elles, comme si cette similitude les rendait identiques les unes aux autres. Ce présupposé d'une mentalité groupale fait disparaître les individus au profit d'une communauté fusionnelle où il n'y a pas de semblables, mais des doublons, pas de différences, mais de pures répétitions, pas d'altérité, mais seulement de la mêmeté. Dans la *cancel culture* non plus, l'Histoire n'est pas l'accueil d'un héritage tragique que les individus et la communauté nationale doivent endosser et élaborer, mais une insulte faite par le passé au présent. Que dans un autre temps, un autre univers symbolique et mental que celui du contemporain ait pu exister laisse le *social justice warrior* aussi interdit que déboulonné. Dans la nébuleuse *woke* comme dans la *cancel culture*, l'identité comme l'Histoire ne constituent pas une substance, une élaboration et un devenir mais, au choix, une copie de leur vision du monde ou un affront narcissique intolérable.

La culture républicaine qui, au contraire, se caractérise par la désaffiliation et la désidentification de ses citoyens d'avec leur communauté d'origine et de leurs histoires respectives se trouve attaquée en son fondement par la culture *woke* et la *cancel culture*. La République, plus qu'un régime politique ou un mode de gouvernement, est une proposition de civilisation et une éthique de la vie bonne en société.

Dominant comme un dominé

Ainsi les revues de presse offrent-elles actuellement à leurs lecteurs un précipité de la catastrophe lente qu'est devenu notre quotidien. Plus un jour ne s'écoule sans que le mouvement « indigéniste » ne fasse monter sa petite polémique sur le ring médiatique. La mécanique est aussi bien huilée que répétitive : un activiste s'empare du moindre fait divers ou historique qui lui passe sous la main pour claironner que l'universalisme n'est jamais qu'une superstructure raciste qui s'ignore. Le camp républicain a beau tâcher de parer les coups, il ne fait plus que réagir à l'agenda médiatique désormais entre les mains des dominés. Les sujets qui préoccupent les gens ordinaires (ascension sociale, ordre public, fins de mois, décence commune, etc.) sont étouffés. Le « *It's the economy, stupid* », prodigué par le conseiller de Bill Clinton, James Carville, a laissé la place à un « *It's the identity, stupid* ».

Les dominés dominent désormais l'agenda médiatique en étant parvenus à imposer deux de leurs thèmes favoris : la *cancel culture* et la pensée *woke*. Les forces républicaines ne peuvent se contenter de continuer à agiter la République comme un hochet dérisoire, comme une formule momifiée, comme un slogan d'estrade, voire comme une opportunité de ne plus prononcer les mots « France » ou « patrie ». « La République », dit-on à tout bout de champ. Certes, mais laquelle ? La République populaire de Chine, la République islamique d'Iran ? Le camp républicain doit pouvoir inventer un contenu idéologique où s'entrelacent tradition et avant-garde et retrouver, tant par le travail de mémoire que par la création intellectuelle ou artistique, une hégémonie culturelle face aux identitaires.

Après l'Histoire

L'Histoire n'est jamais dernière nous. C'est toujours nous qui sommes en elle. « Notre héritage, écrivait René Char, n'est précédé d'aucun testament¹. L'héritage d'un individu, d'un peuple ou d'une nation ne se règle pas chez le notaire. L'héritier n'est pas passif, l'héritage exige au contraire des hommes un effort hors du commun : celui de se souvenir. Aux hommes, la mémoire est toujours plus coûteuse que l'oubli.

Le début des années 1990, après la chute du mur de Berlin, le démantèlement de l'Union soviétique et l'achèvement de la guerre froide devaient avoir sonné la victoire définitive et irrévocable du modèle démocratique et libéral. On connaît jusqu'à la nausée la référence critique faite par les journalistes et les intellectuels à la prophétie hégélienne de Francis Fukuyama sur la « fin de l'Histoire ». Les poncifs d'une époque tracent d'elle son portrait le plus ressemblant.

L'idéologie de la post-Histoire, comme le développe Peter Sloterdijk², s'empara des mentalités en inscrivant en elles le passage d'un temps diachronique à un temps synchronique, d'un temps de l'Histoire à un temps anhistorique des actualités. L'anglais, Internet, le dollar, les réseaux sociaux, les marques mondiales, l'information en continu des grands *networks*, la musique pop ont contracté tous les fuseaux horaires en un seul et ont consacré l'avènement d'une culture globale et commune à tous les hommes. Le « village global » vit désormais au rythme pulsatif de la simultanéité. L'industrie de l'information constitue à la fois l'instrument privilégié de cette transformation de l'espace et du temps en même temps que le résultat achevé de ce processus. Les chaînes d'information diffusent désormais d'un bout à l'autre de la planète les mêmes actualités. Les calendriers nationaux se sont progressivement effacés pour laisser place au flux d'information du « village global ».

Dans cette même dynamique, l'homme contemporain est un homme d' « après l'Histoire », pour

repandre la formule de Philippe Muray³, un homme désincarné historiquement, sans point d'ancrage ni d'arrimage. Si chaque année déverse plus que jamais son flot de célébrations mémorielles, il ne s'agit plus tant pour les sociétés de commémorer des événements inscrits dans leurs chairs que de célébrer le fait de venir « après », de refermer triomphalement derrière eux la parenthèse historique. Ce n'est d'ailleurs pas en vain que la novlangue journalistique substitue fréquemment au terme de « commémorations » celui de « dates anniversaires », car c'est un heureux événement de célébrer sa sortie de la tourmente historique. Cette « culture du jubilé », pour reprendre l'expression de Sloterdijk, vidange les événements de leur teneur traumatique et les banalise par leur mise en forme cérémonielle⁴.

Les hommes contemporains, jusqu'à une période encore récente, ont cru ne plus participer de l'Histoire, ils étaient soucieux d'en refermer la parenthèse, de s'assurer que rien après eux ne pourrait jamais plus faire époque.

L'orgueil de la honte

De l'idéologie post-historique à la *cancel culture* un trait d'union a été tiré : il n'est plus temps désormais d'enseigner l'Histoire, mais d'enseigner à l'Histoire, plus temps de tirer les leçons du passé, mais de lui faire la leçon. Or, le passé remord le présent avec d'autant plus de hargne et de férocité qu'il est refoulé. L'homme contemporain rejette la folie des hommes qui l'ont précédé dans les limbes des archives. L'Europe ne commémore plus que des événements historiques à sa honte. L'Europe s'est édifiée au sortir de la guerre sur « la défaite et le crime », selon l'analyse de Danny Trom⁵. Continent traumatisé par la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a identifié l'Histoire au politique, le politique à la guerre et la guerre à la culpabilité.

Nietzsche, dans *Par-delà le bien et le mal*, nous avait envoyé, par-delà les siècles, une missive qu'il serait bon de décacheter pour éclairer les enjeux psychiques de notre temps : « Quand vous vous méprisez, il y a au moins une personne en vous que vous admirez : celle qui vous méprise. » La logique despotique n'a pas disparu, seulement, le despotisme colonial d'hier a été remplacé par le despotisme de l'auto-flagellation. Rien n'arrêtait l'arrogance du colonisateur de jadis, convaincu d'apporter les bienfaits de la seule civilisation qui soit – la sienne. Rien n'arrête le *social justice warrior* d'aujourd'hui, convaincu que la culpabilité de la civilisation occidentale est la mère de tous les maux dont souffrent les minoritaires.

L'impérialisme de la faute

Il y a de l'ivresse de toute-puissance dans cette toute-culpabilité. En se proclamant l'alpha et l'oméga de tout ce qui arrive aux « minorités », l'occidental s'instaure comme l'unique force agissante de l'Histoire. Déchus d'autonomie, de responsabilité et d'un destin propre, les membres des minorités sont expropriés de leur devenir, réduits à n'être jamais que des conséquences, victimes éternelles du bourreau masochiste qui s'attribue tous les torts. L'impérialiste ne bat sa coulpe que pour mieux asseoir son emprise. Le centre de gravité du minoritaire n'est pas en lui, mais dans l'occidental qui fait de lui son pur objet, sa dépendance, la pure excroissance de ses fautes. Père de tous les vices, comptable de toutes les souffrances : rien n'arrête la puissance d'infamie du tout-coupable. Descendants de colonisés ou d'esclaves ne peuvent prétendre à un autre statut et à une autre destinée que celles d'être les purs objets de pénitence et d'expiation des descendants des bourreaux d'hier. Il y a du sadisme dans ce masochisme et de la mainmise dans cette auto-flagellation.

L'Occident continue d'assurer son emprise sur le monde, seulement à l'impérialisme de la vertu d'hier s'est substitué l'impérialisme de la faute. Les peuples colonisés et leurs descendants, s'ils sont entrés dans l'Histoire y sont entrés chosifiés, assignés à résidence victimaire dans le grand récit de mortification des Européens. Quant aux « dominés », « minorisés », « racisés » d'aujourd'hui, ils cousent dans la martyrologie qu'on leur tend le drapeau de la jouissance qui leur sied. Éternels entravés, éternels bafoués, éternels indignés, ils gagnent à tous les coups, soit de ne pas avoir réussi à cause des préjugés, soit d'avoir réussi malgré les préjugés, soit d'avoir réussi grâce aux préjugés.

Descendant de victimes n'est pas victime

L'histoire se soutient de l'inscription de la différence entre les générations. Toute commémoration présuppose que nous rendons hommage à ce qui ne nous est pas arrivé, mais à ce qu'ont traversé ceux qui nous ont précédés. Dans le geste même du souvenir, nous exprimons à la fois une continuité et une rupture, une filiation et une désaffiliation, un trait d'union et une séparation. Nous ne les oublions pas, mais nous n'oublions pas non plus que nous ne sommes pas eux. Être un descendant de victime n'est pas être une victime. Les descendants de déportés ne sont pas des déportés, pas plus que les descendants d'esclaves ne sont des esclaves ou les descendants de colonisés des colonisés. Le respect dû à tous ceux qui ont été assassinés, humiliés ou piétinés par l'Histoire consiste précisément à ne jamais nous prendre pour eux. Or nous traversons une période de confusion généralisée au sein de laquelle l'introjection victimaire et l'identification masochiste apparaissent comme un phénomène massif. Le concept de « racisme systémique » cherche à

démontrer que d'Histoire, il n'y a pas eu : après deux élections de Barack Obama, la société américaine du début XXI^e siècle serait toujours une société esclavagiste et raciste, identique à celle qui précéda la guerre de Sécession ou qui en prolongea l'esprit macabre jusqu'en 1964 par les lois Jim Crow.

Le bourreau masochiste et la victime sadique

Ainsi de ces scènes obscènes, filmées et diffusées sur Internet, où des « descendants » d'esclavagistes (sans doute descendants d'esclavagiste du seul fait qu'ils sont blancs de peau) s'attroupent pour se repentir de fautes qu'ils n'ont pas commises auprès de descendants d'esclaves qui n'ont jamais souffert l'esclavage. Car la confusion générationnelle ne se cantonne pas seulement aux descendants des suppliciés, mais également aux descendants putatifs des bourreaux d'hier. Se prendre pour la victime que l'on n'a pas été n'est pas honorer la mémoire de nos morts, mais la profaner. Aucun homme ne peut se dire la victime de ce qu'il n'a pas subi en propre, ni le coupable d'actes qu'il n'a pas commis. L'identification masochiste et l'introjection victimaire sont d'ailleurs désormais devenues les modalités privilégiées, si ce n'est les uniques modalités, des hommages commémoratifs actuels. Les commémorations du moment finissent par prendre une étonnante tournure : on y accueille moins, dans un geste solidaire, les victimes en nous, que, dans un geste masochiste et narcissique, on s'y rend soi-même hommage à travers les victimes.

« Qui détient le passé détient l'avenir »

Les tenants de la *cancel culture* qui cherchent à faire interdire la diffusion d'*Autant en emporte le vent* au cinéma ou déboulonnent les statues de Colbert, Napoléon, Churchill, Lincoln, Jefferson, au prétexte que ceux-ci n'auraient pas été de bons citoyens du XXI^e siècle, ne cherchent pas à regarder le passé en face, mais à le faire disparaître. Cette dynamique ne peut manquer de nous rappeler le principe de « mutabilité du passé » décrit dans *1984*. Dans le roman d'Orwell, le Parti fait main basse sur les archives, fait disparaître certaines figures politiques comme certains événements et réécrit l'Histoire à l'aune de ce qui lui convient : « Qui détient le passé détient l'avenir. » Dans sa préface à *La Peur du savoir. Sur le relativisme et le constructivisme de la connaissance* de Paul Boghossian⁶, Jean-Jacques Rosat nous alertait sur la leçon philosophique et politique de *1984* : « La liberté et la démocratie sont incompatibles avec le relativisme et le constructivisme généralisé. »

La représentation d'un constructivisme intégral n'est pas sans accointance avec la pensée révisionniste, ce qu'elle ne peut tolérer en son fond, c'est bien l'intangible existence des faits. Si le

révisionniste, dans une logique *Rashomon* mal digérée, s'attaque au fait en considérant qu'il n'y a jamais que des témoignages et des témoignages trompeurs, le constructiviste intime que l'on supprime et « annule » des livres d'histoire comme du « paysage urbain » les faits ou les auteurs de faits avec lesquels il ne peut négocier psychiquement. L'inscription générationnelle, pourtant constitutive de la civilisation, n'opère plus – celle de pouvoir tolérer de venir « après », de prendre place au sein d'une lignée, d'une généalogie civilisationnelle, d'être le dépositaire d'une histoire plus ancienne que nous et que nous n'avons par définition pas écrite.

Le *social justice warrior*, un raciste refoulé ?

Le *social justice warrior* traque, la bave aux lèvres, tout « dérapage » qu'il pourrait dénoncer. Lui qui ne parvient pas à métaboliser son propre héritage historique, dont il ne parvient pas à intégrer la conflictualité, cherche, en jouant les grands inquisiteurs et en culpabilisant tous ceux qui passent à sa portée, à s'ériger, lui, en *inculpabilisable*. Il projette la culpabilité avec laquelle il ne parvient à négocier sur tous ceux qui ne sont pas lui. Le mécanisme psychique, que la psychanalyste Mélanie Klein a décrit sous le concept d'« identification projective », consiste à expulser et à persécuter chez les autres ce que l'individu ne peut tolérer en lui, qui l'angoisse, le désorganise et le morcelle. À ce titre, l'on pourrait même se demander si, à voir du racisme partout, le *social justice warrior* ne révèle pas son propre racisme interne avec lequel il ne peut négocier – à l'image de l'homosexuel refoulé dont le refoulement ne se soutient que d'une homophobie vengeresse.

Isomorphisme, quand tu nous tiens

La *cancel culture* est une identification au fait historique au sein de laquelle l'Histoire n'est plus un passé sur lequel est projetée une dynamique mémorielle, mais une simple donnée qui ne peut qu'être réinterprétée à l'aune du contexte actuel. La *cancel culture* fait vivre le passé non dans son époque historique, mais sous la loupe du présent. Dès lors, la pièce d'Eschyle *Les Suppliantes* devient en 2019 une apologie du racisme, sous l'œil avisé des activistes. Le passé n'est plus mis à distance, chaque époque ne vit que pour être interprétée par le présent : un isomorphisme historique. La culture *woke* procède de la même logique et agit comme un prolongement de la *cancel culture* dans la création artistique et sociétale. Le penseur Mathieu Bock-Côté décrit ainsi ce qu'il nomme la « révolution raciale » : « La question raciale travaille effectivement l'histoire des États-Unis et est indissociable de leur structure sociale, et nul ne saurait dédramatiser la situation des Noirs américains. Il est toutefois plus étonnant qu'en l'espace de quelques années, l'imaginaire sociologique du racialisme ait franchi aussi rapidement les frontières américaines, au nord comme à l'est. Au point même de traverser l'Atlantique, comme si les autres sociétés

occidentales se mettaient à repenser leur situation historique selon des grilles d'analyse n'ayant rien à voir avec leur réalité. La névrose raciale américaine s'est ainsi exportée partout dans les sociétés occidentales et touche particulièrement la France. »⁷

La *cancel culture* est une pensée historique, la culture *woke* est une pensée culturelle contemporaine. Au même titre que la *cancel culture* fige le passé dans un présent continu et le présent dans un passé continu, la culture *woke* fige l'identité dans une atomisation de l'altérité. Dans la culture *woke*, l'individu ne peut qu'être identique à son contemporain ; dans la *cancel culture*, l'individu ne peut qu'imaginer un passé identique au présent qu'il désire. *Cancel culture* et culture *woke* partagent cette même volonté de voir émerger une dictature du moi, narcissisme historique et identitaire, qui ne peut envisager l'autre historique ou identitaire que pour le réduire à la monade autocentrée qui le perçoit.

Cachez cet universalisme que je ne saurais voir

Phénomène encore relativement minoritaire en France, si l'on en croit un sondage Ifop de mars 2021⁸, il n'en prend pas moins une place de plus en plus prépondérante dans le débat public français. Et pour cause, la culture *woke* entre en contradiction frontale avec l'universalisme français. Le développement de la culture *woke* en France est une source de tensions profondes avec les fondamentaux républicains d'unité et d'indivisibilité de la citoyenneté. Pour ce courant, l'universalisme masque la réalité des inégalités au profit des « dominants ». Il est un outil d'invisibilisation des « minorités » et de leurs luttes. La logique communautaire inhérente au projet *woke* porte ainsi atteinte à la conception française du bien commun. Dans la pensée *woke*, l'intérêt général est un subterfuge de la pensée dominante pour déguiser les mécaniques impérialistes. Elle vise désormais la « privatisation de la société civile », une logique éminemment anglo-saxonne, mais très exogène à la philosophie politique hexagonale. Cela fait dire au philosophe Jean-Claude Michéa dans une interview à *L'Humanité* que la pensée *woke* – que Jean-Claude Michéa dénomme « libéralisme culturel » – n'est finalement qu'une extension du domaine du marché : « Pour un nombre croissant de gens, et notamment dans cette France "périphérique" abandonnée et méprisée par les élites, il se confond désormais avec ce libéralisme culturel – omniprésent dans le monde du show-biz et des médias – qui ne représente que la face "morale" de l'économie de marché. »⁹ En subdivisant la nation en communautés toujours plus fines et puissantes, le nombre de « parts de marché » augmente mécaniquement. Pris dans une logique intersectionnelle, un produit dédié pourra se multiplier à l'infini en fonction du genre, du mode de vie, de l'orientation sexuelle...

« Si tu diffères de moi, loin de m'enrichir, tu me lèses »

Qu'elle réponde à une dynamique économique ou politique, la culture *woke* n'en demeure pas moins omniprésente dans le paysage médiatique français, *a minima* par les polémiques qu'elle déclenche. Ainsi, l'élue Alice Coffin a suscité un incendie médiatique lors de la sortie de son ouvrage *Le Génie lesbien* dans lequel elle écrit : « Je ne lis plus de livres des hommes, je ne regarde plus leurs films, je n'écoute plus leurs musiques. J'essaie du moins. [...] Les productions des hommes sont le prolongement d'un système de domination. Elles sont le système. L'art est une extension de l'imaginaire masculin. Ils ont déjà infesté mon esprit. Je me préserve en les évitant. Commençons ainsi. Plus tard, ils pourront revenir¹⁰. »

Plus récemment encore, la présidente du syndicat étudiant UNEF, Mélanie Luce, reconnaissait au micro d'Europe 1 l'existence de réunions « non mixtes racisées » du syndicat : « On organise des réunions pour permettre aux femmes d'exprimer les discriminations qu'elles peuvent subir, et on organise des réunions pour permettre aux personnes touchées par le racisme de pouvoir exprimer ce qu'elles subissent [...] je viens de vous expliquer que cela existe ».

Enfin, dans une interview au média *Le vent se lève* (LVSL), le journaliste Mathieu Magnaudeix déclarait : « Cet été, on a vu le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure s'indigner que des femmes noires veuillent aller chez des gynécologues noires en région parisienne... La Licra a dit que ce n'était pas acceptable, qu'on commence à faire des listes, etc. Moi, en tant que garçon gay de quarante ans, je vais plutôt voir des médecins gays, parce que je pense qu'ils comprennent mieux un certain nombre de choses liées à ma vie sexuelle, liées à la prévention, et qu'ils savent me parler de certaines questions. Je me sens tout simplement mieux »¹¹.

Ces trois prises de parole pourraient sembler différentes, elles n'en relèvent pas moins chacune d'une logique communautaire forte passant par la réduction à l'identique. Le membre de la communauté politique ne peut se confronter, se faire soigner ou se faire représenter que par ce qu'il considère comme identique à lui-même : identique en termes de genre, en termes de couleur de peau ou en termes de sexualité. C'est une stricte mécanique d'isomorphisme, l'individu n'est en mesure d'aller vers l'autre que s'il lui ressemble. La transcendance des identités n'est pas possible. Dans ces trois prises de parole, les intervenants entendent annihiler l'altérité en l'autre pour le réduire à eux, à leur identique. C'est un retournement de la fameuse maxime attribuée à Saint-Éxupéry : « Si tu diffères de moi, loin de me léser, tu m'enrichis » en « Si tu diffères de moi, loin de m'enrichir, tu me lèses ».

« Hélas ! Pauvre Yorick ! »

La production audiovisuelle ne fait pas exception à ce mouvement de fond qu'est la culture *woke*. La fiction cinématographique est le lieu de la re-présentation véritable : le spectateur sait bien que l'acteur compose, qu'il joue un rôle, qu'il n'est pas le personnage qu'il joue. Mais, dans la perspective *woke*, la logique de réduction à l'identique joue à plein. L'actrice américaine Halle Berry a envisagé en 2020 d'interpréter à l'écran le rôle d'un homme transgenre. Vertement critiquée pour ce choix, elle a finalement refusé de jouer dans ce film en déclarant : « J'ai eu l'occasion de discuter d'un rôle d'homme transgenre et je voudrais m'excuser pour mes remarques. En tant que femme cis, je comprends que je n'aurais jamais dû envisager ce rôle, et la communauté transgenre devrait avoir l'opportunité de raconter ses propres histoires. Je suis reconnaissante pour toutes les discussions critiques et les recommandations que j'ai reçues ces derniers jours et je continuerai à apprendre de cette erreur. Je promets d'être une alliée et d'utiliser ma voix pour promouvoir une meilleure représentation à l'écran, face et derrière la caméra »¹².

Ce ne sont pas ses qualités d'actrices, sa capacité à jouer le rôle, qui sont visées, mais son identité de « femme cis » lui interdisant de s'affranchir de son assignation identitaire. Aurait-on imaginé, dans les années 1990, le directeur de casting de *La Liste de Schindler* ou celui de *La vie est belle* n'avoir recruté, pour interpréter les déportés, que des acteurs d'origine juive, au motif que tout acteur non juif ne pourrait comprendre, interpréter et être solidaire de la tragédie de la Shoah ? Paul Soriano ironise d'ailleurs dans les carnets de médiologie publiés dans *Marianne* : « On ne sous-estimera pas pour autant le risque inverse¹³ : celui d'un monde où Brad Pitt ne serait plus autorisé qu'à jouer le rôle de... Brad Pitt, au stade ultime d'une crise de la représentation. Ce qui n'est pas non plus très raisonnable... »

Un hussard noir chez Bridgerton ?

Dans ce paysage cinématographique stérilisé par la pensée *woke*, une série produite par Shonda Rhimes se démarque. Il s'agit de la fameuse *Chronique des Bridgerton* dont la première saison a été diffusée sur la plateforme de streaming vidéo Netflix et dont tous les fans attendent la suite avec impatience. Cette série dépeint les histoires de cœur de l'Angleterre de la régence au XIX^e siècle. On y voit des membres de l'aristocratie anglaise jouer par des actrices et acteurs de couleur noire. Le créateur de la série Chris Van Dusen a expliqué le choix de cet écart avec la réalité historique par une interprétation de l'époque sur l'ascendance africaine de la reine de la régence Charlotte de Mecklembourg-Strelitz. Quelle que soit l'intention artistique ou l'analyse historique du réalisateur, le *New York Times* indique que : « Lorsque Netflix a commencé à publier des informations sur *Bridgerton* et son casting, beaucoup ont qualifié l'approche de "*colorblind casting*", ce qui a irrité les

créateurs. »¹⁴ Les observateurs de la série ont donc vu dans ce choix une démarche de représentation, dans laquelle un acteur dans le cas d'espèce n'est jamais assigné identitairement et peut interpréter tous les rôles, lorsque ses qualités artistiques le lui permettent.

La Chronique des Bridgerton constitue un événement intéressant dans l'émergence d'une contre-hégémonie à la pensée woke. Le centre du *soft power* diversitariste constitué par les studios destinés à la plateforme Netflix a créé, à son corps défendant, un possible antidote à sa dérive intersectionnelle. Ce n'est pas tant la part de fiction de l'œuvre – l'apparition d'aristocrates de couleur noire n'ayant pas réellement existé à cette époque – qui porte cette dimension diversitaire. Après tout, Sofia Coppola, dans son film *Marie-Antoinette* de 2006, avait relu l'histoire de la dernière reine de France à l'aune du « *revival rock* » de l'époque. Quelques riffs des Strokes, passages furtifs de caméra sur des paires de Converse et autres anachronismes acidulés avaient fait de ce film un véritable succès. Non, dans le cas de *La Chronique des Bridgerton*, c'est plutôt l'irritation de l'auteur de la série face à la réception de celle-ci qui est édifiante. En effet, les observateurs ont vu dans ce choix de « *colorblind casting* », non un énième épisode de *cancel culture* ou de culture woke, mais bien un acte de liberté artistique. La création artistique est une licence poétique qui n'a que faire des obsessions identitaires du moment. L'universalisme est son écrin, par la liberté d'expression qui lui est inhérente. Il préserve des interdits culturels, des censures morales et de toutes les pudibonderies.

Back to the roaring twenties

L'universalisme vient, dans une heureuse surprise, au secours de l'art. Il est la condition d'émergence d'une création orientée sur l'esthétique et non le politique. Il permet aux artistes de s'affranchir du dirigisme moral porté aujourd'hui par le courant woke déguisé d'oripeaux du progressisme. À l'heure de la séparation des Daft Punk, on peut même espérer que la *french touch* innervée par l'universalisme et la liberté d'expression puisse être la condition d'une attractivité artistique nouvelle pour la France. Benjamin Olivennes, enseignant à l'université de Columbia, fait ce constat dans *Marianne* : « L'attraction de Paris dans les années 1920 tient beaucoup au vent de liberté qu'y trouvaient les étrangers [...]. Paradoxalement, cette situation pourrait se reproduire aujourd'hui à mesure que la vie artistique dans le monde anglo-saxon subit les contraintes toujours plus grandes du politiquement correct. Le créateur doit sans cesse veiller à ce que son œuvre ne soit pas raciste, sexiste, LGBTphobe, validiste, ne pratique pas l'appropriation culturelle, n'offense personne... Beaucoup d'artistes seront donc sans doute amenés à venir en Europe et à Paris pour respirer un peu, comme à l'époque de Hemingway »¹⁵.

Aux États-Unis, la contre-offensive est déjà lancée contre la culture woke. En mars dernier, le

monde universitaire américain a souhaité réagir à la nouvelle inquisition diversitaire. L'Academic Freedom Alliance rassemble deux cents professeurs de toutes sensibilités politiques pour défendre la liberté d'expression contre la censure commune sur les campus américains lors de travaux sur les questions de race ou de genre. Et la France dans tout cela ? Pouvons-nous accueillir à nouveau les artistes et intellectuels étrangers qui souffrent du nouvel ordre moral lancé par l'auto-proclamé « camp du progrès » ? Il serait envisageable de retrouver notre attractivité culturelle par notre défense viscérale de la liberté d'expression. Après tout, il fut un temps où un chanteur communiste affirmait : « Ma France [...], cet air de liberté au-delà des frontières, Aux peuples étrangers qui donnait le vertige. »¹⁶

L'universalisme est une condition de préservation de la liberté d'expression et par là même de la création artistique. En revanche, la France ne sera pas une terre d'asile pour tous les intellectuels et les artistes spoliés par l'inquisition identitaire si son modèle philosophique ne convainc pas, à nouveau, par sa puissance. La République universelle doit avoir l'assurance de son histoire et l'avenir devant elle. Elle n'est pas une citadelle assiégée prête à tomber. Pour retrouver cette sérénité, le combat, dans l'art et la société civile, est nécessaire, mais non suffisant. L'Histoire est un territoire de combat contre l'identitarisme. Tant que, citoyens français, nous ne métaboliserons pas collectivement l'histoire de notre patrie, nous n'aurons pas les moyens de percevoir un avenir en commun. Pour faire reculer la culture *woke* dans notre quotidien, nous devons faire triompher une mémoire partagée contre l'atomisation de la *cancel culture*. Il y va de notre avenir en commun.

La mémoire décente

La guerre des mémoires est devenue depuis une vingtaine d'années l'un des enjeux majeurs de la société, du politique et de l'État. Comme Benjamin Stora en avait fait la remarque, dans les années 1960, 1970, 1980, les individus se percevaient davantage comme des « acteurs » de l'Histoire, en mesure de « changer le monde ». Au contraire, depuis les années 2000, de l'Histoire, les individus comme les groupes, ne se perçoivent plus comme les acteurs, mais comme les victimes : victimes de l'État, victimes d'autres groupes auxquels l'État ou la société feraient plus de place à la souffrance, victimes des descendants des bourreaux d'hier, victimes d'*ex cætera*. L'Histoire, qui avait été le mortier de la construction républicaine, est devenue l'instrument privilégié du fractionnement des sociétés occidentales et de sa constitution en factions rivales et antagonistes.

Oublier les victimes des tragédies de l'esclavage, de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, de la Shoah, serait les faire mourir une seconde fois. Rendre hommage à tous ceux que la barbarie et la veulerie humaines ont enchaînés, exploités, martyrisés, assassinés, c'est rendre à ces êtres la dignité dont leurs bourreaux avaient cherché à les priver. C'est également faire de notre mémoire

un tombeau pour tous ceux qui ont été privés de sépulture, mais le respect que nous devons à tous ceux qui ont été vandalisés par l'Histoire, c'est précisément de ne jamais nous substituer à eux. Ces crimes resteront à jamais inconcevables, inimaginables et irreprésentables. Nous voudrions prendre sur nous une part de la souffrance qu'ils ont endurée, alléger ceux qui sont morts d'une part, même infime, de ce qu'ils ont subi, que notre chagrin et notre peine puissent être à la hauteur de ces catastrophes et nous ne le pouvons pas. Nous ne pouvons que peu de choses. Nous ne pouvons que rendre hommage à ces hommes, ces femmes et ces enfants que nous n'avons pas connus. Ne nous laissons pas emmurer dans un passé sur lequel nous n'avons pas de prise. Ce que nous pouvons, ce que nous devons aux victimes, ce que nous nous devons à nous-mêmes, c'est d'exercer une vigilance sans relâche pour que ces crimes ne puissent plus se reproduire. Un avenir sur lequel l'Histoire ne projetterait pas son ombre serait condamné à la perte et à l'insignifiance. Un présent qui ne tirerait pas enseignement des éclats comme des désastres du passé vouerait à l'échec son propre avenir.

Si ce passé terrible n'est pas dit, n'est pas élucidé, n'est pas mis en commun, il continuera à entretenir les blessures, les dissensions et les replis communautaires. La tentation est toujours grande pour un peuple d'enterrer ce qu'il voudrait n'avoir jamais existé. Mais la France est une nation suffisamment fière, suffisamment forte et suffisamment courageuse pour regarder à l'intérieur d'elle-même. Pour se retourner sur son histoire et assumer sa part de désolation. Nous ne voulons pas d'un passé qui ne passe pas. Nous devons assumer notre passé désuni si nous voulons assurer notre avenir commun. Il n'y a pas d'un côté la mémoire des uns et d'un autre la mémoire des autres. L'histoire de l'esclavage n'est pas uniquement l'histoire des descendants d'esclaves, pas plus que la Shoah ne serait seulement celles des enfants ou des petits-enfants de déportés. Le peuple français est un. Notre République ne se reconnaît qu'une Histoire. Nous devons continuer à faire en sorte que cette mémoire devienne un bien commun et un patrimoine de vigilance pour nous tous et pour les générations futures.

Cette question touche ce qui devrait nous être à tous le plus sacré : le respect de nos morts et le souvenir des suppliciés. On ne brandit pas la souffrance et l'humiliation d'un peuple piétiné par l'Histoire pour remettre en cause la souffrance et l'humiliation d'un autre peuple également piétiné par l'Histoire. La mémoire des suppliciés devrait faire honte à ceux qui se laissent aller à pareils comportements. La catastrophe de l'esclavage, la catastrophe de la Shoah, la catastrophe du Rwanda : ces milliers de victimes seraient-elles en compétition ? Ce ne seront pas les victimes qui monteront sur le podium. Les victimes ne sont plus là. Nous n'avons que notre chagrin, notre mémoire et notre silence pour honorer nos morts. La colère n'est pas illégale, elle n'est même pas illégitime, mais elle est une colère sans ennemi désormais.

D'une juxtaposition d'individus, un peuple et d'un peuple, une Nation

Rappelons-nous de Lazare Ponticelli, dont la vie s'est éteinte le 12 mars 2008. Il fut le dernier combattant de la Grande Guerre, son dernier témoin, son dernier sanctuaire. Lazare Ponticelli avait grandi dans une famille très pauvre de sept enfants, dans un petit village de montagne, en Émilie-Romagne. L'enfant commença à travailler dès l'âge de six ans, en capturant des volatiles et en fabriquant des sabots. À neuf ans, n'ayant pas suffisamment de sous, mais souhaitant coûte que coûte rejoindre Paris, qu'il considérait comme « le paradis », il se décida à courir derrière le train jusqu'à la frontière française, avec ses sabots sur l'épaule pour ne pas les abîmer. Il débarqua à la gare de Lyon en 1906, sans savoir ni lire, ni écrire, ni parler français. Au début de la guerre, Lazare n'a pas l'âge d'être enrôlé. Mais il aime la France comme sa propre chair. Il triche alors sur son âge pour prêter ses forces à sa patrie d'adoption, et s'engage dans le 4^e régiment de marche du 1^{er} régiment étranger, le régiment « garibaldien ». Il sera envoyé sur le front de Soisson et participera aux combats dans l'Argonne. En 1915, alors qu'il se trouve près de Verdun, Lazare est démobilisé. Avec l'entrée en guerre de l'Italie, il doit rejoindre l'armée italienne. Lazare refuse de quitter l'uniforme français, et c'est, accompagné de deux gendarmes, qu'il est amené de force à Turin. Il combattra ensuite les Autrichiens dans les Dolomites. Après la guerre, il retournera en France en 1920, pour fonder avec ses deux frères une société de fumisterie. La petite entreprise des frères Ponticelli devient une petite multinationale reconnue dans le domaine de la construction et de la maintenance industrielle. En 1939, alors que s'ouvre la Seconde Guerre mondiale, Lazare Ponticelli, qui bénéficie pourtant d'une situation très enviable, demande et obtient la nationalité française pour partir à nouveau s'engager. Au troisième bureau du département de la Seine, Lazare est jugé trop vieux pour le service actif. Il est renvoyé dans son entreprise où l'on estime que ses services seront plus profitables à l'effort de guerre. Il évacue son entreprise en zone sud, non occupée par les Allemands et, lors de son occupation en 1942, retourne à Paris et s'engage dans la Résistance. Que disait Lazare Ponticelli, ce petit immigré italien, né à Bettola, au Nord de l'Italie, lorsqu'on l'interrogeait sur son irréprouvable volonté de partir servir sous les drapeaux ? Il répondait : « Je voulais rendre à la France ce qu'elle m'avait donné. » Cet homme, disparu à l'âge de cent dix ans, emporta avec lui dans sa tombe plus d'un siècle de notre Histoire et ce que notre pays connu de plus patriotique, de plus solidaire, de plus aimant et de plus héroïque. Avec lui s'éteignit le souvenir personnel des tranchées, leur cortège de tragédies, d'héroïsme et de sacrifices.

Les commémorations du 11-Novembre ne célèbrent pas la guerre, ni la victoire d'une nation sur une autre, mais tous ces hommes qui se sont battus pour la France et ont versé leur sang au Chemin des Dames, à Verdun, dans la Somme et dans la Marne. Tous ces hommes furent des patriotes. Ils nous rappellent à notre mémoire partagée et à notre avenir commun : notre patrie est un idéal

auquel appartiennent tous ceux qui contribuent à son édification, d'où qu'ils viennent.

Pour que des individus épars constituent un même peuple, il leur faut accepter d'être les dépositaires, les responsables et les porteurs d'une histoire plus vieille qu'eux. Il leur faut conserver une place au fond de leur cœur à des événements qu'ils n'ont pas vécus intimement et qui sont pourtant une part insécable d'eux-mêmes. Il leur faut entretenir ces événements en se préservant de la tentation de les réécrire ou de les pervertir. Charles Péguy écrit à propos de l'Histoire : « Il ne faut pas passer au long du cimetière, ni passer au long des monuments, mais il s'agit de remonter en nous-mêmes comme l'on remonte le cours d'un fleuve. » Nous n'étions pas dans les tranchées, et pourtant une part de ce qui s'y déroula est encore présente en chaque Français. Éprouver dans ses chairs, solidairement, le souffle et la déflagration d'événements auxquels nous n'avons pourtant pas pris part, voilà ce qui fait d'une juxtaposition d'hommes et de femmes, un *peuple*, et ce qui fait d'un peuple une *Nation*.

1. René Char, « Fureur et mystère », *Feuillets d'Hypnos*, feuillet 62, p. 190.
2. Peter Sloterdijk, *L'Heure du crime et le temps de l'œuvre d'art*, Paris, Calmann-Lévy, 1999.
3. Philippe Muray, *Après l'Histoire*, Paris, Gallimard, 2007.
4. Peter Sloterdijk, *Ibid.*
5. Danny Trom, *La France sans les Juifs*, Paris, Presses universitaires de France, 2019.
6. Paul Boghossian, *La Peur du savoir. Sur le relativisme et le constructivisme de la connaissance*, Marseille, Agone, 2009.
7. Mathieu Bock-Côté, *La révolution raciale et autres virus idéologiques*, Paris, Presses de la Cité, 2021.
8. Ifop pour *L'express*, « Notoriété et adhésion aux thèses de la pensée « woke » parmi les Français », mars 2021.
9. Jean-Claude Michéa, « Pas de société socialiste sans valeurs morales communes », *L'humanité*, 15 mars 2013.
10. Alice Coffin, *Le Génie lesbien*, Paris, Grasset, 2020.
11. "Le cycle des mobilisations aux États-Unis est sans précédent", entretien avec Mathieu Magnaudeix, *LVSL*, 16 août 2020.
12. « Halle Berry renonce à un rôle de personnage transgenre et s'excuse après la polémique », *20 minutes*, 7 juillet 2020.
13. « Fictions et politiquement correct : verra-t-on un jour Brad Pitt dans le rôle de Martin Luther King ? », *Marianne*, Paul Soriano, 26 avril 2021.
14. « With 'Bridgerton,' Scandal Comes to Regency England », *New-York Times*, Julia Jacons, 18 décembre 2020.
15. « Le retour possible du courant réaliste à Paris », *Marianne*, 2 avril 2021, propos recueillis par Franck Dedieu.
16. Jean Ferrat, *Ma France*, Barclay, 1969.